4

DE L'ESPRIT PROGRESSIF

ET

DE L'ESPRIT DE CONSERVATION

EN ÉCONOMIE POLITIQUE.

Théorie et pratique, voilà deux mots qui, dans l'esprit de bien des gens, ont une valeur diamétralement opposée. Pour les uns, la théorie ne conduit qu'à de funestes égarements; tout y est faussement combiné, dangereux, exclusif et de nature à troubler l'ordre et la paix. Pour les autres, la pratique n'est qu'une routine surannée, prônée et adoptée par l'incapacité, par un intérêt étroit, et défendue seulement par des hommes dépourvus de toute idée nouvelle. Aussi les termes de théoricien et d'empirique sont-ils fréquemment employés comme épithètes injurieuses, comme qualifications fâcheuses pour les connaissances ou pour l'intelligence d'un homme. Il faut rapporter à cette distinction une infinité de disputes et de querelles qui s'élèvent chaque jour dans le domaine des sciences, et surtout des sciences sociales. On cherche à infirmer d'abord la méthode pour avoir ensuite plus aisément raison du fait ou de la doctrine; on accuse l'insuffisance des théories pour en déduire l'incapacité des théoriciens, et réciproquement on déprécie les faits pour amoindrir l'empirique. Dans les conflits qui résultent de l'antagonisme réel ou apparent de certains intérêts, on emploie en général les mêmes armes, et ces luttes ont fait naître une classification ou une distinction plus sensible encore, mais qui correspond assez aux expressions corrélatives de théorie et de pratique. On a traduit ces deux mots en *progrès* et *conservation*. Le progrès, selon l'opinion la plus commune et la plus accréditée, vit essentiellement de théories; la conservation, au contraire, admire et accepte avec une prudente réserve les faits, et craint tout ce qui pourrait ressembler

à une innovation, à un essai; tout changement lui semble périlleux, et elle ne suit, dans ses mouvements lents et calculés, que les voies battues. Mais, il faut bien le dire, ce système-là est aussi une théorie; seulement, elle prend sa source ailleurs que dans les combinaisons abstraites ou dans la généralisation des faits.

Il est certain que nos jugements ne peuvent se former que de deux manières, *à posteriori* ou *à priori*. Dans la formation des jugements à *posteriori*, l'expérience seule a une action décisive; mais comme cette expérience est toujours bornée, il est presque impossible d'arriver par cette voie à la détermination d'une vérité générale et absolue. Par le procédé *à priori*, au contraire, on arrive à des jugements qui ont tous les caractères de la certitude. Ainsi, par exemple, quand on dit que tous les corps ont de l'étendue, la généralité de cette proposition est incontestable, et l'expérience n'a pas besoin d'intervenir pour en constater la vérité. C'est un jugement analytique *à priori*. Quand on dit que les trois angles d'un triangle équivalent à deux angles droits, on a un jugement synthétique *à priori*, et personne au monde n'aura la pensée d'imaginer un triangle dont les angles auraient plus ou moins de deux angles droits. Comment se forment maintenant les jugements *à posteriori?* Par l'observation des faits. Ainsi, quand on dit que tous les métaux sont combustibles, on ne peut entendre cela que de ceux qui ont été soumis à des expériences chimiques. Quand on dit que le miel a une saveur douce, on n'a de certitude que pour le miel qu'on a goûté. Lorsqu'on affirme que toutes les roses ont une odeur agréable. il ne peut être question que de celles qui ont en réalité affecté notre odorat. Ainsi, rien de général, rien d'absolu dans les jugements ou dans les vérités expérimentales, et moins les observations ont été multipliées, moins les jugements ont de consistance et de certitude.

Maintenant, qu'on arrive par l'une ou l'autre méthode à un résultat, cette sorte de conclusion est toujours une théorie, et le praticien le moins systématique, le plus étroitement enchaîné à ses propres observations, déduit invinciblement de ses observations une théorie, et il devient théoricien sans le savoir. Quel est le médecin empirique qui, au bout d'un certain nombre d'années, n'adopte pas certaines règles qui servent de base à sa méthode curative? Quel est l'administrateur qui, après

avoir vécu pendant la moitié de sa vie dans une étroite spécialité, ne finit pas par se faire une doctrine d'après les faits qu'il a observés ou qu'il a cru observer? Et cependant ce sont ces hommes-là qui méprisent la théorie, la théorie qui généralise et qui permet de donner une forme scientifique et intelligible à toutes les connaissances humaines.

C'est surtout dans les sciences morales et politiques qu'il faut se garder de l'empirisme et de la classification inintelligente des faits. Ces faits sont si variés, si dissemblables entre eux, si difficiles à saisir dans leur caractère propre, qu'ils échappent pour la plupart du temps à une exacte appréciation. Dans les sciences naturelles, l'observation conduit à des conséquences différentes, et les phénomènes qu'elle constate se présentent avec plus de netteté et de précision à notre esprit et à nos organes, que ceux qui sont du domaine des sciences sociales. Et encore, si on veut faire bien attention, on verra que la plupart des grandes découvertes dans les sciences positives ont été faites en dehors de l'expérience. Newton, par exemple, avait reconnu que la terre était un ellipsoïde de révolution longtemps avant qu'on eût constaté cette vérité par la mesure d'un arc du méridien ou par les oscillations du pendule. Sans doute il faut même dans la méthode *à priori* un fait primordial, initiatif, si on veut ; et une théorie, même en métaphysique, a toujours pour point de départ un fait : il y a plus, quand l'observation est employée par de grands esprits, elle devient à son tour un instrument puissant pour la découverte de la vérité ; elle a donné les plus belles inspirations aux hommes qui ont contribué à l'avancement des sciences. Mais qu'on nous permette de croire que dans ces cas mêmes elle était subordonnée à des combinaisons logiques : un fragment d'os d'une race perdue d'animaux a suffi à Cuvier pour reconstruire le monde antédiluvien, et c'est plutôt l'intuition du génie qui a produit cette merveille, que la seule existence de l'os, qui n'a jamais frappé une intelligence vulgaire.

Depuis bientôt un siècle on a pensé qu'il fallait, pour l'étude mieux entendue de la science sociale, des faits, et beaucoup de faits ; on s'est mis dès lors à cultiver la statistique, et dans ces derniers temps on la donne pour être la clef d'une infinité de problèmes. Chacun invoque l'expérience, enregistre les faits accomplis, et les présente à l'appui de son opinion. Jamais on n'a

vu une si grande quantité de collecteurs, jamais de plus volumineux documents remplis de chiffres et de faits. Tout le monde y puise, et c'est un arsenal où les opinions les plus contraires cherchent des arguments. Maintenant, ce qu'on est convenu d'appeler l'expérience remplace pour un grand nombre la science ; on s'attache, non à l'examen, mais à l'accumulation et à la recherche des faits, sauf à leur demander ensuite les principes qui s'accordent le mieux avec les vues des compilateurs, ou avec les sympathies de ceux qui les acceptent en masse. Cette méthode sans doute est facile, mais est-elle exacte? Comme les hommes médiocres peuvent la pratiquer, elle est en grande faveur, et le règne des faits est proclamé. Tout progrès, tout bonheur, toute régénération, semble désormais dépendre de la rédaction de registres, d'états, de tableaux et de documents purement numériques. On y trouvera les principes de morale, de philosophie, de jurisprudence et d'économie politique; et tel compilateur qui aura passé dix ans de sa vie à compter des moutons, à relever des décès et des naissances, viendra se poser en grand-prêtre de la science. Tout procédé inductif, abstrait, est déclaré creux, inutile au progrès des connaissances humaines; la statistique représente d'une manière palpable et matérielle toutes les vérités scientifiques, et les actions bonnes ou mauvaises, ainsi que l'ordre de l'univers, dépendent, selon cette école, fatalement de quelques faits antérieurs recueillis par les statisticiens.

De nos jours, je dois le dire, presque tout le monde a été atteint de cette épidémie; théoriciens, praticiens, esprits soi-disant progressifs et conservateurs, chacun s'est appuyé sur le système facile des faits avec plus ou moins d'ampleur; il a engendré les fureurs palingénésiques des disciples de Fourier et de Saint-Simon, et sous le rapport de la résistance, il a fait revivre les désirs de l'avant-dernière génération. Je suis loin de nier l'utilité des méthodes empiriques et de la statistique, lorsqu'elles sont employées par des hommes intelligents; mais elles ne doivent pas exclure l'emploi d'instruments intellectuels plus parfaits. C'est dans les applications que l'étude des faits a son avantage, et alors la plupart des sciences empruntent à l'expérience les détails nécessaires à la pratique. La politique, l'économie politique, la science administrative, lorsqu'elles se traduisent en gouvernement d'un Etat, s'éclai-

rent de faits antérieurs et contemporains, et alors les registres méthodiques de certains événements, l'énumération de certaines forces actives, le recensement des produits, des richesses, peuvent éclairer la marche du gouvernement et fixer les vues et les idées de l'administration sur des matières et des mesures spéciales. Mais il ne faut pas s'imaginer que l'ensemble de pareils documents constitue quelque chose de scientifique. Toutefois, si les statisticiens n'avaient d'autre prétention que d'ennoblir leur besogne en la décorant d'un nouveau nom, le danger ne serait pas très-redoutable ; mais en prenant l'inscription scientifique ils ont voulu subordonner toutes les autres sciences à la statistique, et ils se sont faits à la fois hommes d'État, économistes, administrateurs, géographes, législateurs, pensant que, puisqu'ils avaient compulsé les faits qui se rapportent à ces différentes fonctions, ils pouvaient bien en déduire des théories à leur façon. C'est là qu'est le mal, c'est là qu'est la confusion. Si les statisticiens se bornaient à colliger et à ranger les faits, et à les livrer ensuite à ceux qui sont plus spécialement destinés à en tirer parti, ils rendraient ainsi d'incontestables services, et fourniraient les instruments nécessaires pour la solution des problèmes secondaires et usuels des sciences sociales.

Je ne suis pas au bout de mes réflexions sur la statistique, et, comme prolégomènes au sujet que j'ai à traiter, j'ajouterai quelques considérations à ce qui précède. Pour que la statistique, même dans le rôle secondaire que j'ose lui assigner, ait quelque utilité, elle doit remplir des conditions de classement et de clarté dont les compilateurs ne s'inquiètent pas toujours. Il faut, avant tout, que les faits enregistrés soient exacts, qu'on ait constaté leur origine, leur filiation, vérifié la source où ils ont été puisés, et discuté la valeur des autorités qui les ont mis en circulation. Tout ce qui n'offre pas des résultats directs doit être élagué des tableaux, déjà assez compliqués de leur nature, de même que les valeurs infinitésimales, qui ne sont que des surcharges. Des résumés doivent précéder les développements, et si le même ordre de faits est présenté sous différentes formes, il faut que ces variations se justifient par des aperçus nouveaux. Dans le classement des faits appelés moraux, c'est-à-dire des faits qui se rapportent à la justice criminelle et à certaines parties de la justice civile, à l'instruction

publique, etc., on ne doit employer que fort sobrement les procédés comparatifs. C'est dans cette partie de la statistique qu'on cherche le plus ordinairement les éléments de la comparaison pour la moralité et la puissance intellectuelle des peuples, sans songer que la différence des mœurs, de la législation, ne permet point les rapprochements purement numériques, ou pour mieux dire les rend illusoires.

Par exemple, la statistique de l'instruction, comparée à celle des délits et des crimes, a donné naissance à d'étranges conclusions, et quelques auteurs sont arrivés à prouver que l'instruction, même l'instruction supérieure, engendrait des crimes. Ils n'ont pas osé achever le syllogisme ; mais enfin, si la proposition était vraie, il faudrait revenir au temps primitif, où la massue et le glaive étaient l'*ultima ratio,* non pas des rois, mais des individus. Ceux-là, du moins, s'ils croient au progrès, ne le veulent pas, tant ils se soumettent à l'autorité de *leurs* faits, tant ils croient leur théorie infaillible. Cependant d'autres statisticiens ont obtenu, par le même procédé, des résultats absolument inverses, et l'instruction est à leurs yeux un moyen de ramener le monde au calme philosophique de l'école de Crotone. Cette opinion est également fondée sur des chiffres, mais, comme la première, sur des chiffres alambiqués, torturés et arrangés d'une certaine manière ; mais au bout du compte, c'est une théorie.

La statistique n'a pas été plus heureuse dans le secours qu'elle a prêté aux théories du paupérisme et de la mendicité. Ni le nombre des pauvres ni celui des mendiants n'est une preuve absolue de la misère ou de la prospérité d'un pays. Avant que l'Espagne fût déchirée par la guerre civile, il y avait plus de mendiants et moins de misère qu'en France ; il y a chez nous, très-probablement, plus de pauvres et moins de misère qu'en Angleterre, et cependant l'Angleterre possède plus de richesse comparativement que les deux premiers pays. La statistique a voulu sortir de son cercle, et, sans remonter aux causes générales assez nombreuses et complexes de ce phénomène, l'expliquer tantôt par la prépondérance de la grande propriété en Angleterre, tantôt par le système industriel qui y est adopté, oubliant que l'Espagne avait une distribution territoriale analogue, et que la Suisse, par exemple, où il n'y a pour ainsi dire ni pauvres ni mendiants, a monté son industrie manufacturière

sur les plus vastes dimensions. Aussi les statisticiens ne sont-ils pas encore parvenus à accorder, par la simple inspection des faits, ces différentes anomalies. S'ils avaient pu traduire en chiffres la sobriété, la frugalité et l'amour du travail des Suisses, la plantureuse magnificence des couvents et des grands d'Espagne, l'impitoyable avidité des propriétaires anglais, ils auraient eu quelques éléments de plus ; mais je doute qu'ils fussent arrivés à l'expression exacte de l'état économique de ces divers pays ; encore moins auraient-ils trouvé ce que plusieurs auteurs appellent une théorie du paupérisme et de la mendicité.

On voit sur quels éléments chacun établit, de notre temps, ses théories. Il en résulte que plus les occupations d'un homme sont spéciales, que plus son cercle d'action est limité, moins il s'écarte du défilé borné dans lequel il est engagé. Pour un commis de l'enregistrement, le monde économique pivote sur le timbre ; un directeur des contributions ne voit le salut de l'État que dans l'exacte confection des rôles ; un directeur des douanes doit être fiscal jusqu'au bout des ongles, et le philanthrope fait volontiers de la France un vaste hospice ou une prison modèle, et tout cela avec les meilleures intentions du monde, appuyé sur des faits, et avec la noble pensée d'améliorer le sort du peuple ; car c'est là en définitive le but des novateurs et des conservateurs, qui ont tous aussi consciencieusement étudié les grandes statistiques gouvernementales.

Voyons! que disent les uns, que disent les autres ? Commençons par les gens du progrès. Ils veulent organiser le travail, améliorer le sort des masses populaires. Ce sont là les réformateurs de première classe, qui taillent dans le vif, qui n'ont pas peur de toucher en même temps à la religion, à la cosmogonie, et particulièrement aux affaires sublunaires. Le monde, disent-ils, est en souffrance ; la misère énerve les peuples, le travail n'est pas respecté, et, comme dans le moyen âge, l'exploitation du faible par le fort continue. Voilà qui est grave, digne de la considération de tous les gens de bien. Examinons.

La misère comme le bien-être, la richesse comme la pauvreté sont des faits corrélatifs. Un peuple, pour établir les différentes phases de sa prospérité ou de sa décadence, ne doit chercher les termes de ses comparaisons que dans sa propre histoire. Or, en consultant cette histoire, on peut affirmer qu

jamais la France n'a été plus prospère et plus favorisée sous le rapport économique, que jamais il n'y a eu moins de misère et moins de pauvres, dans le sens rigoureux du mot, que depuis cinquante ans; les ressources matérielles, pendant cette période, n'ont fait que suivre une progression croissante et une distribution de plus en plus favorable au grand nombre. Je sais bien qu'on fait chaque jour des livres larmoyants sur la misère des classes laborieuses, que la mendicité et le paupérisme occupent les loisirs des philanthropes, et que de nombreux tableaux viennent à l'appui des assertions de ces modernes Jérémies; mais voici une question que je leur adresse, et qu'ils seront sans doute forcés de résoudre dans mon sens en dépit de leurs chiffres. La population française est-elle matériellement plus heureuse aujourd'hui que sous Louis XIV, que sous Louis XV, Louis XVI, la république et l'empire? a-t-elle plus de moyens de satifaire ses besoins, de se garantir des intempéries des saisons, d'apaiser sa faim, d'élever ses enfants et de défendre ses propriétés? Interrogez à ce sujet les vieillards, et s'ils sont sincères, ils vous diront quelle différence en mieux il y a sous les rapports que je viens de signaler entre la fin du siècle dernier et le milieu de celui-ci. C'est un fait général, sensible pour tous, et qui n'a pas besoin de l'appui des chiffres. Mais enfin, si vous voulez absolument des faits particuliers, voyez l'accroissement du revenu national, la diminution progressive de la valeur du numéraire, et particulièrement l'augmentation de la vie moyenne en France, c'est-à-dire une diminution énorme dans la mortalité, effet naturel d'un plus grand bien-être. Si vous avez cinquante ans seulement, rassemblez vos souvenirs, et reportez-vous vers le régime impérial, et vous vous rappellerez qu'en 1815 les campagnes étaient désertes, les ateliers abandonnés, et que le travail était offert à tout prix. Depuis ces temps désastreux, le progrès n'a cessé de se manifester, et pour dire toute ma pensée, la misère *normale* n'existe aujourd'hui que dans l'imagination de quelques hommes dont je suis loin de contester les excellentes intentions, mais qui font le plus grand tort à la cause qu'ils défendent.

Des hommes d'un incontestable talent et d'une consciencieuse sagacité ont écrit sur l'état des classes ouvrières, et j'avoue qu'ils ont tiré de leurs observations des déductions qui me paraissent exagérées, surtout si on veut les rapporter à la si-

tuation générale du pays. Aujourd'hui le bien-être des classes ouvrières en France est la règle, la misère est l'exception. Cette misère a deux causes; la plus habituelle, la plus fréquente est l'inconduite ou la paresse des travailleurs. L'inconduite est un vice individuel qu'on ne peut en aucun cas imputer à notre organisation sociale; l'autre cause se tire des accidents sociaux et des infirmités de notre nature; ce genre de misère est l'exception dans l'exception : ce sont des charges qui incombent à la société, quelle que soit d'ailleurs son organisation industrielle et économique.

Maintenant, si cette situation dont je parle est exacte, à quel régime la devons-nous? Je ne dirai pas à la libre concurrence, car on a trop abusé de ce mot; mais à la libre disposition, au libre emploi que chacun a de ses propriétés, de ses facultés et de ses talents. Il y a dans ce régime et celui proposé par les saint-simoniens une sorte de coïncidence qu'il est bon de faire remarquer. Ils disaient : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. » Pour peu qu'on veuille réfléchir, on trouvera que c'est précisément cette justice industrielle qui s'exerce depuis cinquante ans en France, avec cette différence cependant que le public est juge et des capacités et des œuvres, tandis que dans le système saint-simonien le *père* devenait le juge universel des facultés et du classement des autres. Je le demande, voyons-nous triompher, dans la société actuelle, l'ignorance et l'ineptie? L'homme capable et laborieux n'a-t-il pas mille fois plus de chances de succès que le fainéant et le crétin? Mais cette justice que Saint-Simon voulait distribuer par la main d'un pape, est administrée depuis cinquante ans bien plus sûrement par le public. L'industriel habile, le véritable artiste, l'ouvrier intelligent, tiennent leur élection du public, et d'un public intéressé, qui n'accorde pas ses faveurs à la sottise et à l'incapacité. Saint-Simon n'avait donc proclamé qu'une vieillerie; il avait trouvé un mot nouveau pour une chose qui existait depuis longtemps. Les organisateurs du travail sont devenus un peu plus circonspects depuis les formidables défaites qu'ils ont essuyées, et ils se gardent bien de développer aujourd'hui leurs formules avec la même prolixité qu'autrefois. Il faut avouer que c'est une belle expression : organisation du travail; c'est comme si on disait : organisation de la vertu. Et qui sait si quelque jour il ne se trouvera

pas des entrepreneurs pour cet objet-là? Cependant il faudrait s'expliquer. Si les ouvriers n'ont pas assez, les maîtres ont trop alors il faut prendre aux uns pour donner aux autres, au moins jusqu'à ce qu'on ait augmenté le revenu national, ce qui ne se fait pas en un instant. En un mot, les organisateurs du tra vail demandent une autre distribution de la richesse. Puisque ce changement ne peut avoir lieu sous l'empire de la liberté il devra nécessairement s'exécuter par la contrainte et par la force ; on ne peut grossir les salaires qu'en diminuant les profits. Mais pour cela il faudrait que la contrainte fût permanente, sans quoi l'impérieuse loi de l'offre et de la demande viendrait bientôt détruire les précautions organiques des novateurs.

Rien n'a mieux remplacé les alchimistes que les organisateurs sociaux ; aussi longtemps qu'on leur donne de l'or, ils font de l'argent ou du cuivre, ils créent des ateliers où on produit moins bien qu'ailleurs et à un prix plus élevé; mais dès que cette vieille société qu'ils cherchent à entamer devient rebelle et ne fournit plus l'impôt, l'organisation tombe, l'atelier se ferme, et l'apôtre disparaît avec le néophyte. C'est Jean de Leyde vivant à discrétion avec quatorze femmes dans Munster, jusqu'à la prise de la ville. De tous les opuscules que j'ai lus sur l'organisation du travail, pas un seul ne contenait une idée neuve. Partout on avait pillé Pythagore, Platon, Morus et Campanella. Partout encore, il fallait prendre aux uns pour donner aux antres, c'est-à-dire qu'il fallait commencer l'organisation du travail par une spoliation, par une iniquité, par une désorganisation ou par un retour aux anciennes institutions. Dans tous les cas, on enchaînait les facultés productives de l'homme, sous prétexte de les diriger. Quant au développement de la doctrine, nous sommes sûrs qu'il n'arrivera jamais; et il est plus que probable qu'on se bornera à l'annonce, pour tenir la curiosité des ignorants en suspens. Il suffit d'avoir les plus faibles notions des phénomènes de la production, de la fluctuation des prix, des incidents du marché, pour comprendre qu'une infinité de faits aléatoires défendent impérieusement cette organisation du travail dont les habiles n'osent pas donner le secret.

Quant aux expériences, aux essais, tous ont eu l'issue la plus déplorable et la plus honteuse en France, dans la Grande-Bretagne, comme dans le Nouveau-Monde. Je m'expli-

que. Je fais une très-grande différence entre les novateurs qui procèdent ou qui veulent procéder par invasion, et ceux qui opèrent par séparation. Dans ce dernier cas, ils détachent seulement une ou plusieurs familles de la grande communauté ; ils ne veulent même pas avoir d'action sur la société en général, et ils se séparent expressément de tout ce qui les entoure. Les Herrenhuter, par exemple, présentent ce caractère. Ce sont des dissidents, et non des réformateurs ; et c'est cette particularité, à laquelle il faut bien prendre garde, qui assure une certaine perpétuité à leur doctrine et à leur existence. Les Jault de la Nièvre, et une infinité de petites sectes disséminées dans les deux hémisphères, sont dans les mêmes conditions : mais, encore une fois, ce sont des *séparatistes*, et non des réformateurs.

Pour donner une apparence de raison aux réformes proposées, on a attaqué le mode et le système de production usités, et on a prétendu que la concurrence et l'antagonisme engendraient tous les maux des classes ouvrières. A côté de la concurrence, il n'y a que le monopole ; et le monopole, en supposant, ce que je suis au reste loin d'admettre, qu'il pût concilier l'intérêt du maître et de l'ouvrier, ne ferait qu'établir une divergence d'intérêt plus vive entre le producteur et le consommateur, et ce dernier serait évidemment victime de la nouvelle combinaison. Mais le travail a été organisé de toutes les façons : nous avons eu l'esclavage, le servage, l'exploitation patriarcale, les corporations, les monopoles ; tout a été essayé, épuisé ; tout est tombé, on ne pourra résister à la liberté absolue du travail, à la disposition que chacun a de ses forces et de ses facultés. Si quelque homme peut trouver un système de production plus économique que celui qui existe, qu'il le mette en usage, et bientôt il absorbera les anciens procédés ; mais si en organisant le travail, sa production est plus coûteuse, nous ne voyons pas trop quel service il rendra à l'humanité. Il est évident que dans cette dernière hypothèse le revenu annuel d'une nation se trouverait réduit, et chaque consommateur aurait une part plus faible ; et d'autant plus faible, que les frais de production seraient plus élevés ; les ouvriers eux-mêmes, pour lesquels on aurait *organisé*, se trouveraient les premières victimes de l'innovation.

Les ouvriers demandent-ils l'organisation du travail ? Nous en doutons ; car ils demanderaient là quelque chose qu'ils ne

connaissent pas, et que les promoteurs de l'idée ne connaissent guère eux-mêmes. Ce que les ouvriers demandent, c'est de donner le moins de travail possible pour le salaire le plus élevé possible, et cette prétention n'a aucune limite. A ce sujet, je rappellerai un fait qui se représente souvent, et qui est pour moi un symptôme évident, irrécusable du bien-être des ouvriers, tandis qu'il est pour les réformateurs un signe de malaise. Je veux parler des coalitions qui se manifestent si fréquemment sur tous les points du territoire et dans toutes les professions : ces coalitions éclatent presque toujours dans les moments où le travail est très-demandé, où les salaires ont atteint le chiffre le plus élevé, et où les ouvriers peuvent à peine suffire aux demandes. Eh bien! c'est dans ces conditions qu'ils réclament une augmentation de salaire, augmentation que l'entrepreneur ne saurait accorder sans se ruiner. L'exemple des coalitions est bien choisi, comme on voit, pour constater la misère des ouvriers, leur malaise. Et cependant, ces coalitions deviennent toujours un sujet de déclamations contre l'ordre social. « Voyez, dit-on, l'agitation des travailleurs; il faut qu'il y ait un vice profond, pour que de pareils événements reviennent périodiquement, et rien ne prouve mieux la nécessité d'organiser le travail. » Rien, à mon avis, ne prouve mieux qu'il n'y a rien à organiser, et que c'est plutôt l'excès du bien que l'excès du mal qui produit les coalitions. Les ouvriers sans travail, inoccupés, ne se coalisent pas pour obtenir une augmentation de salaire; ils acceptent ce qu'on leur offre, ou pour mieux dire, ce que le maître est en état de leur offrir; car dans les moments de chômage, il n'est pas plus à son aise que l'ouvrier, et les salaires qu'il propose sont en rapport avec ses profits. L'offre et la demande règlent les uns et les autres; et si les réformateurs, les organisateurs, voulaient méditer sur cette vérité élémentaire, ils verraient qu'ils ne veulent en définitive qu'un *maximum* et un état forcé également nuisible à la consommation et à la production. Il est vrai que pour faire passer leurs hérésies économiques, ils ont touché à toutes les parties de l'ordre social; ils ont flatté, par la décomposition de la famille, les passions brutales, et par l'abolition des héritages, la cupidité de la multitude.

On a prétendu que les saint-simoniens avaient mis beaucoup d'idées en circulation. C'est un mot qu'on a pu employer, à

défaut d'une appréciation exacte, je ne dirai pas de leurs doctrines, mais de leurs tendances. Des idées, sans doute ils en ont mis en circulation; mais quelles idées? Elles n'étaient ni nouvelles, ni justes, quoiqu'on leur attribue essentiellement la première de ces deux qualités. Il faut lire aujourd'hui ce qu'ils ont écrit sur les finances, sur les *emprunts* et sur les banques, pour comprendre la nullité absolue de leurs combinaisons: ces créations devaient provoquer des besoins, tandis qu'elles ne peuvent en réalité que répondre à des besoins: on avait pris les moyens pour le but. Tout cela semblait neuf au premier abord, surtout pour un public qui n'avait que des notions confuses des travaux des économistes sérieux, et des ouvrages qui se rapportent à la matière. Beaucoup de gens se trouvaient flattés d'être admis à discuter avec des apôtres qui promettaient une félicité parfaite au genre humain, et il est certain que presque tous ignoraient la valeur des propositions qu'on leur soumettait. Les idées des saint-simoniens ont produit cet effet, comme toutes les idées qui flattent les masses populaires, qu'elles ont porté le trouble dans l'esprit des classes inférieures, qu'elles ont mis la police sur pied et occupé les tribunaux. En vérité, il faut avoir bien de la bonhomie pour masquer ainsi la plus déplorable déroute qu'une secte ait jamais éprouvée.

Adam Smith, qu'on appelle un théoricien parce qu'il n'est jamais monté sur les tréteaux, et parce qu'il n'a pas mis dans son livre la statistique à la place de la science, a exposé, bien longtemps avant M. de Saint-Simon, l'action et l'ingénieux mécanisme des banques, les merveilles et la puissance de l'industrie, les lois générales de la production et de la distribution des richesses. Et, chose singulière, c'est qu'on se rapproche dans la pratique tous les jours davantage, et pour ainsi dire sans le savoir, des théories de ce rêveur. Si le public avait mis la même ardeur à lire cet ouvrage qu'il a mise à écouter les bouffonneries économiques des disciples de Fourier et de Saint-Simon, il n'aurait pas eu de peine à découvrir de quel côté se trouvent les idées nouvelles, et surtout les idées justes. Je sais fort bien qu'il est de bon air aujourd'hui d'avoir une teinte de socialisme, de mépriser la science et d'avoir dans la poche un plan d'organisation quelconque, en proclamant que le travailleur est en souffrance et qu'il faut une thérapeutique vigoureuse pour le sauver. Malheureusement, tout cela ne fait qu'irriter

le malade au lieu de le guérir, si toutefois la maladie n'est pas de pure imagination.

Si, comme je le crois, les populations du continent européen, et plus particulièrement celles de la France, ont fait depuis cinquante ans d'immenses progrès sous le rapport de la prospérité matérielle, cela pourrait bien être dû quelque peu aux doctrines d'Adam Smith, à ce théoricien qui s'est livré à toutes sortes d'abstractions. C'est lui qui a démontré que le travail ne pouvait arriver à la plénitude de sa puissance que lorsqu'il était parfaitement libre et dégagé d'entraves; que la production en général et le commerce avaient besoin de la même liberté ; que rien ne devait enchaîner ou limiter les facultés physiques ou intellectuelles du travailleur, et qu'il résultait de cette liberté d'incontestables avantages pour l'association tout entière. On a suivi bien d'autres de ses préceptes, qui pendant longtemps avaient provoqué les anathèmes des conservateurs, ou de cette espèce de gens qui se fait une théorie à l'usage de ses intérêts.

Il y aura toujours chez une nation des pauvres, il y aura toujours de la misère, comme il y aura toujours des malades. Mais parce qu'il y a tous les jours en France peut-être cinq cent mille malades, peut-on conclure de là que notre pays est un vaste hôpital? Pas plus qu'on n'oserait affirmer qu'il est un dépôt de mendicité, parce qu'on dit que nous avons un million de de pauvres. Je sais que lorsqu'on a adopté une spécialité, pour me servir de l'expression sacramentelle, il faut bien chercher à l'alimenter; et le moyen, par exemple, pour un homme qui s'occupe de paupérisme, de ne pas voir partout des pauvres? Le moyen, pour un explorateur de la misère, de ne pas voir partout la pénurie, le dénûment et le dernier terme des souffrances physiques et morales? Ces exagérations tiennent à la spécialité, et il faudrait une grande force d'esprit et une plus grande faculté d'observation encore pour s'en défendre. Aussi qu'arrive-t-il? On nous fait des romans sur la misère, comme on en faisait autrefois sur les magnificences orientales. On a découvert depuis longtemps qu'il y avait peu à dire sur celles-ci; je suis convaincu qu'on finira par voir également plus clair dans les questions philanthropiques, et on osera dire sans crainte que l'ouvrier en France n'est pas toujours livré à la pénurie et au désespoir.

Prenons dans une ville manufacturière une catégorie d'ou-

vriers qui ont à peu près la même capacité, les mêmes salaires et les mêmes charges : vous verrez quelques-uns de ces ouvriers prospérer, faire des économies, vivre convenablement et élever leur famille; d'autres auront moins d'aisance, mais ils auront plus de distraction; d'autres encore se trouveront fréquemment dans le dénûment, et, aux époques de chômage, eux et leurs familles tomberont dans la plus profonde misère. Vous enregistrez tout simplement ce dernier fait, vous vous récriez contre la barbarie de la société, et vous avez l'occasion de vous livrer à de magnifiques mouvements de sensibilité. Mais pourquoi les derniers ouvriers sont-ils dans la misère? parce qu'ils vivent dans un milieu de débauche et d'ivrognerie, qu'ils travaillent par hasard, et que c'est le cabaret, et non l'atelier, qui est leur résidence habituelle. L'ouvrier qui fait des économies, et il s'en trouve dans toutes les professions, est laborieux, sobre et rangé: c'est sa vertu individuelle et la libre disposition de ses facultés qui le font prospérer; il n'y a rien à organiser pour lui; il trouve son existence commode, convenable, et il serait très-fâché qu'on vînt déranger un mécanisme économique qui lui assure une pareille situation. L'ouvrier qui est misérable l'est par ses vices, et nullement par l'insuffisance de notre organisation sociale; vous ne pouvez rien faire pour lui, et il mettra toujours le plaisir, même avec ses conséquences funestes, au-dessus du *travail attrayant*. Il y a plus; si vous vous décidez à le nourrir, il s'abandonnera encore plus complétement à ses penchants vicieux.

En admettant l'exactitude de ma donnée sur les ouvriers laborieux et économes, en admettant, comme cela est, qu'ils ont un pécule à la caisse d'épargne et une demeure qui leur offre toutes les commodités compatibles avec leur condition, il nous paraît qu'il dépend de tous les travailleurs d'échapper à la misère en assimilant leur conduite à celle de leurs confrères rangés, moraux et assidus. La société n'est pas responsable de la misère qui résulte des vices; elle protége le travail, mais elle aurait tort d'encourager l'oisiveté ou l'incapacité aux dépens de ceux qui, par de longs travaux, se sont fait une honorable et douce existence. S'il y a des ouvriers qui ont la prétention de vivre comme les entrepreneurs, les magistrats, les médecins, les artistes, et que ces prétentions soient encouragées par les organisateurs du travail, par les inventeurs des ateliers nationaux

je n'ai plus rien à dire, car c'est le nivellement universel, c'est la destruction de la production et de l'ordre, dans son expression la plus générale et la plus alarmante. Mais laissons là les utopistes, et j'ose dire les utopistes plagiaires, et passons à d'autres considérations.

Il y a des hommes qui ont envisagé la condition des classes ouvrières et l'avenir de l'industrie avec de certaines préoccupations qui ne leur permettaient peut-être pas de voir toujours l'exacte vérité : ceux-là ont été emportés par le cœur plutôt que par la tête. Ils pensent que la société est sur une pente funeste, et que l'intensité des besoins des classes inférieures est une menace permanente contre ceux qui possèdent. Ils sont surtout effrayés par l'exemple de l'Angleterre, et c'est là qu'ils puisent les faits à l'appui de leurs appréhensions. Un homme dont la longue et utile existence commande tous les respects, dont les travaux ont toujours eu le suffrage des savants et des gens de bien, et que j'appellerai le bramine de l'économie politique, est à la tête des économistes qui considèrent l'invasion de la grande industrie comme un désastre social. Cette opinion, je dois l'avouer, je l'ai partagée, dans d'autres temps, pendant quelques années et jusqu'à un certain point; mais des études nouvelles, des observations plus générales, qui sortaient du cercle étroit des détails, m'ont fait revenir à des idées que je crois plus justes et plus conformes à la situation réelle des travailleurs.

La misère des ouvriers anglais est déterminée par des causes qui sont trop connues pour que j'aie à les énumérer ici; je ferai cependant remarquer que cette misère se manifeste plus particulièrement dans les comtés agricoles, et, chose singulière, la taxe des pauvres n'est nulle part plus élevée par tête que dans les districts les plus riches et les plus fertiles, c'est-à-dire dans les comtés de Bedford, d'Essex, de Suffolk, de Norfolk, dans le Hertfordshire et dans le Bukinghamshire : elle se montait en moyenne en 1837 à 8 schellings et demi par tête, ainsi que cela est constaté par les documents officiels; tandis que le Lancashire, le district le plus manufacturier de toute l'Angleterre, qui renferme Manchester, Liverpool, etc., ne figure que pour 3 schellings 10 deniers par tête et par an dans le tableau général des taxes. Ces faits me paraissent concluants, et leur vérification est si facile que je n'insiste pas davantage. Et cependant on a

bâti tout un système sur une hypothèse opposée et par conséquent fausse. On s'est attaqué à la grande industrie, et l'exemple de l'Angleterre sert depuis longtemps d'épouvantail aux hommes qui trouvent dans le travail des grandes manufactures une cause de rüine imminente pour les classes inférieures. Mais ces appréhensions seraient-elles aussi vraies qu'elles sont peu fondées pour l'Angleterre elle-même, elles ne pourraient jamais s'étendre à la France, parce que notre organisation politique et territoriale préserve nos classes laborieuses des inconvénients qui frappent les ouvriers anglais. Nos lois économiques et fiscales sont plus douces que celles de nos voisins, et n'influent pas d'une manière profonde et défavorable sur le prix des subsistances.

Dans les projets d'organisation ou d'amélioration on a toujours admis la misère des ouvriers en France comme un fait évident, constaté; on est parti de l'insuffisance du salaire pour faire admettre une infinité de combinaisons les unes plus inapplicables que les autres. On a proposé le rétablissement des ordres monastiques, qui nourrissaient des milliers de pauvres, et qui perpétuaient ainsi la mendicité; on a proposé, et cette idée a été mise en pratique en Angleterre, de fixer le salaire des ouvriers; mais les ouvriers eux-mêmes ont été les premiers à renoncer à cet arrangement, aimant mieux, dans les moments de crise, gagner moins que de ne gagner rien du tout. Le rétablissement des corporations a également été donné comme expédient pour atténuer la prétendue misère des classes ouvrières; mais on n'a pas réfléchi que ni les salaires ni le travail n'augmenteraient par la réglementation, et qu'en voulant assigner à chacun un poste spécial, on réduirait la valeur de l'emploi, ou on laisserait beaucoup de monde en dehors de l'association. Toutes ces idées d'amélioration sont puisées dans le passé et proposées par des hommes d'ordre et de conscience, qui n'entendent en aucune façon remanier la société; leur progrès à eux consiste dans un retour à d'anciennes institutions; ils attribuent aux doctrines économiques nouvelles les maux qu'ils croient apercevoir, et, sans constater nettement ces maux par la comparaison de certaines époques, ils admettent qu'il y avait autrefois moins de misère qu'aujourd'hui, et partant que les procédés économiques d'un autre temps valaient mieux que les nôtres. L'erreur des faits les a conduits à l'erreur des principes.

En France, les propriétés et les fortunes se sont divisées depuis cinquante ans; l'extrême opulence n'a plus en regard l'extrême misère, et tous les jours la distribution des richesses se fait d'une manière plus égale et plus en rapport avec la capacité et l'application de chaque travailleur. D'un autre côté, le revenu national n'a cessé de s'accroître, et dans des proportions infiniment plus rapides que la population. Ces faits généraux sont établis par des faits secondaires, mais corrélatifs; j'en citerai deux : l'augmentation du nombre des propriétaires, et la progression régulière et annuelle du produit des impôts indirects. Une distribution trop inégale de la richesse et la diminution du revenu annuel de la nation pourraient seuls, dans un temps normal, développer la misère; mais comme le contraire existe, il est permis de conclure logiquement que la misère diminue au lieu de s'accroître. Ce sont là des faits qui dominent invinciblement toutes les statistiques, toutes les exagérations et toutes les doléances sur la misère publique et privée.

Les disciples de l'école moderne cherchent tout naturellement leurs moyens d'amélioration et de progrès dans la science économique telle qu'elle existe aujourd'hui, telle qu'elle a été fondée par Adam Smith, et développée par Ricardo, Storch, Jean-Baptiste Say, et en dernier lieu par M. Rossi, et telle enfin qu'elle est enseignée en France, au Conservatoire des arts et métiers. Ce n'est plus un retour vers les anciennes institutions, ce n'est plus une prétendue organisation du travail, c'est tout simplement l'application de certaines théories qui ne troubleront point notre état social, qui ne changeront rien à nos institutions, mais qui ramèneront la production et la distribution des richesses à leurs véritables principes. C'est à l'aide de ces théories qu'on peut arriver au progrès de l'industrie en général et à l'amélioration du sort des classes ouvrières en particulier.

Cependant un écueil se présente : comment passer de la théorie à la pratique? Voilà la question fondamentale, le grand point qui préoccupe les économistes eux-mêmes, et qui fait dire aux empiriques ce mot si connu : « C'est bon en théorie, mais cela ne vaut rien en pratique. » Je réponds d'abord à ceux-ci : quand une chose est bonne en théorie elle est également bonne en pratique. Une théorie est vraie, ou elle est fausse : dans le premier cas, son application doit offrir des résultats pratiques qui répondent au principe; dans le second cas,

on arrive à une infinité de solutions également erronées et fâcheuses. Une théorie exacte, irréprochable, ne donne pas de faux résultats, et une théorie erronée a naturellement des conséquences pratiques absurdes. La morale philosophique, les principes du droit naturel, sont des théories qui ont été trouvées par la méthode *à priori*, et je ne sache pas que personne ait jamais prétendu qu'elles étaient bonnes comme abstraction, mais qu'elles faisaient défaut dans l'application. Il est vrai que je ne compte pas les casuistes au nombre des gens admis à juger ces questions, pas plus que ceux qui viennent nous dire que le droit des gens est dans la poudre à canon plutôt que dans les livres de Grotius et de Wolf. Que dirait-on d'un homme qui admettrait volontiers que la ligne la plus courte entre deux points est la droite, et qui, dans la pratique, éviterait constamment cette ligne droite? On douterait assurément de la rectitude de son jugement. Si les savants ne créaient des théories que pour leur satisfaction personnelle, et sans autre but que celui d'augmenter les résultats d'une espèce de gymnastique intellectuelle, il faudrait de suite réduire des neuf dixièmes le cadre des connaissances humaines. On supprimerait d'abord les théories mathématiques, attendu que nos artilleurs n'ont pas besoin de connaître les sections coniques pour lancer des projectiles; qu'un pilotin détermine très-bien une longitude en mer sans le secours du calcul différentiel, et qu'un mécanicien construit parfaitement une machine à vapeur sans calculer algébriquement le frottement et les résistances. Par la même raison, on supprimerait aussi les principes de la science économique, attendu encore qu'un banquier escompte très-bien un billet sans avoir lu Adam Smith, et qu'un percepteur fait rentrer les contributions sans connaître le moins du monde la théorie des impôts. Mais qui ne voit que ce sont précisément les théories qui ont agrandi le domaine des applications? qui ne voit que les idées et la pensée exercent sur toutes les choses pratiques un empire irrésistible, et que les grandes abstractions seules ont produit dans le monde actif de profonds changements? Avec ce dicton vulgaire : « C'est bon en théorie, mais cela ne vaut rien dans la pratique », on arriverait à ce singulier paradoxe que, pour qu'une chose fût bonne dans son application, il faudrait qu'elle fût fausse en théorie. Au surplus, nous avons fait remarquer plus haut qu'il n'y avait pas de pratique sans théorie, et que les

plus intraitables empiriques finissaient toujours par aboutir à quelque principe, même dans l'étroit et obscur réduit où ils sont logés.

Dans les sciences sociales, le passage de la théorie à la pratique présente des difficultés particulières. La société ressemble à un vieil arbre tordu, irrégulièrement plantureux, qu'il faut redresser sans violence, crainte de le briser. Notre civilisation, malgré sa marche progressive, n'est pas arrivée à sa phase actuelle en dégageant les nations de toutes leurs imperfections organiques; certaines institutions, toutes vieilles qu'elles sont, ne sauraient passer pour irréprochables; les erreurs de fait, les préjugés sont partout vivaces : ni la force ni la raison ne peuvent les détruire en un seul jour. Une réforme instantanée est une révolution, et une révolution est une destruction. Un pareil procédé sans doute ne laisserait debout que la théorie sur un monceau de ruines. Plus une théorie a de vérité et de puissance, et moins elle doit prétendre à ce résultat; elle saura graduellement écarter les obstacles, déplacer successivement les vices organiques, et son autorité s'accroîtra avec chaque nouvelle application. Dans les questions sociales, ce sont à la fois la science et le temps qui forment les éléments de la victoire. Les ménagements que commande une situation donnée sont à la fois prudents et légitimes, car cette situation s'est presque toujours établie dans des conditions légales et sous de certaines garanties qui ont provoqué la fausse direction qu'on cherche à détruire.

De nos jours, un des problèmes les plus importants, les plus agités et les plus controversés est sans doute celui de la liberté commerciale. Les partisans les plus avancés de cette liberté demandent son application entière, immédiate; c'est dans l'exécution de cette mesure qu'ils voient le salut des travailleurs et des populations, et cette atténuation de la misère signalée par les philanthropes. Je ne sais si l'efficacité du remède serait telle qu'on la suppose; mais cherchons à démêler par une hypothèse quelle pourrait être la valeur de cette liberté commerciale illimitée. Supposons que l'institution des douanes fût parfaitement inconnue, qu'elle n'eût jamais existé chez aucune nation du monde, que personne n'en ait eu la moindre notion; dans quelle situation les peuples se seraient-ils trouvés vis-à-vis les uns des autres, surtout dans les temps moder-

nes? D'abord on avait une infinité de guerres sanglantes de moins; les délits de la fraude et de la contrebande n'existaient pas, non plus que les lois pénales faites pour leur répression, les rivalités nationales nées des intérêts rivaux du commerce et de l'industrie sont inconnues: il n'y a que des frontières politiques, les produits circulent de territoire à territoire sans entraves, au plus grand profit des producteurs: les échanges se sont établis sur une vaste échelle: les crises commerciales, l'encombrement et la pénurie sont des faits exceptionnels: les débouchés existent dans la plus vaste acception du mot, et chaque producteur a pour marché le monde entier. Si cet état eût existé, et que tout à coup un représentant de chaque gouvernement de l'Europe fût venu dire à ses voisins : « J'ai trouvé un moyen de hâter et d'augmenter la prospérité de mes compatriotes: et comme je suis convaincu de l'excellence des résultats de ma combinaison, mon gouvernement va l'appliquer immédiatement dans toute sa rigueur. A l'avenir vous n'aurez plus certains de nos produits, nous n'aurons plus quelques-uns des vôtres; nos frontières seront cernées par une armée qui fera la guerre aux marchandises, qui repoussera totalement les unes, qui admettra les autres moyennant une formidable rançon, qui fera payer tout ce qui osera entrer et sortir: qui visitera les convois, les fourgons, les ballots, les caisses, et jusqu'aux paquets microscopiques; qui arrêtera le marchand des heures et des jours à la frontière, qui le déshabillera quelquefois pour lui trouver entre la chemise et la peau quelque marchandise qui ne doit ni entrer ni sortir.

« A cette armée, munie de fusils et de sabres, correspondra une autre armée, munie de plumes, plus redoutable que la première. Elle réglementera ou fera réglementer constamment; elle jettera le marchand de perplexité en perplexité par des ordres, des circulaires et des instructions de tout genre : tout en étant sur ses gardes, il ne sera pas toujours certain de sauver sa marchandise de la confiscation et de l'amende, et il lui faudra une application particulière pour ne pas avoir des démêlés avec l'une ou l'autre des deux armées. Et tout cela, vous le trouverez chez vous comme aux antipodes: et plus vous irez, et plus vous rencontrerez d'obstacles, de dangers: plus vous ferez de sacrifices, et moins vous aurez de profits. Mais au moyen de cette combinaison, vous êtes sûr de vendre à vos compatriotes, auxquels il

est défendu d'acheter au dehors. Vous troquerez un petit monopole contre un immense marché pour ne plus avoir de concurrence, et vous serez les maîtres de la consommation intérieure. Quant au consommateur, on n'a que faire de s'en occuper ; il payera plus cher et aura moins de jouissances : c'est un sacrifice qu'il fait à la chose publique, c'est-à-dire à l'industrie et au commerce, que le gouvernement entend protéger d'une manière également nouvelle et efficace. »

Une semblable proposition recevrait très-certainement un singulier accueil. Et au fait, quel est l'homme qui ne se déciderait pas pour la première des deux situations, et qui ne repousserait avec la plus vive indignation les changements proposés? Mais nous sommes précisément dans des conditions inverses. Les deux systèmes, chez nous, sont en lutte : l'un est établi, l'autre cherche à s'établir. Un des deux mérite certainement la préférence, mais lequel? Quant à moi, j'affirme que c'est celui de la liberté. Mais ce n'est là qu'une affirmation, et il faudrait une démonstration. Essayons.

Nous avons en France une infinité de producteurs qui exportent leurs marchandises au loin ; ce sont des fabricants de draps, des fabricants de toiles peintes, des constructeurs de machines, etc. Les uns et les autres se plaignent constamment que leur industrie est en souffrance, et ils indiquent les remèdes au malaise qui les tourmente. Que demande, par exemple, le fabricant de draps? Il veut d'abord un abaissement considérable sur le droit qui frappe les laines étrangères, ou la franchise même, si faire se peut ; les matières tinctoriales aussi sont trop imposées ; puis les taxes qui frappent les aciers, les fers, sont trop élevées et deviennent une cause de renchérissement pour ses machines et ses instruments. Autre affaire : quand il vend ses draps en Suisse, en Italie, dans le Levant, en Amérique, il trouve qu'ils sont maltraités par les douanes, écrasés de contributions, et que leur entrée est soumise à des formalités aussi onéreuses que désagréables ; il réclame par conséquent des traités de commerce, l'intervention du gouvernement pour faire réduire les tarifs étrangers ; en un mot, il demande la liberté commerciale ; il la veut en France et ailleurs, et il ne fait qu'une seule réserve, une toute petite exception, cela ne touche qu'à un seul article, aux draps étrangers, que, dans un *intérêt national*, il ne faut pas laisser entrer chez nous. Interrogez le fabri-

cant de toiles peintes et le constructeur de machines, et vous aurez des réponses analogues. Tous trouvent la liberté commerciale excellente, surtout dans la pratique, et chacun d'eux réclame l'abolition des droits sur dix, vingt, trente articles à la fois, sans compter qu'il serait enchanté que ses draps et ses calicots ne rencontrassent jamais une ligne de douanes à l'étranger.

On m'objectera peut-être que si chaque producteur, depuis le maître de forges jusqu'au fabricant d'allumettes, fait une réserve, une seule réserve pour l'article qu'il fabrique, toute l'industrie française se trouve ainsi réservée, et que le système prohibitif l'emporte dans l'opinion des industriels et des commerçants sur la liberté commerciale. Ce raisonnement est plus spécieux que solide; car un homme qui demande la liberté commerciale chez lui et chez les autres, en n'exceptant qu'un ou deux articles, ne peut en bonne logique être considéré comme professant une doctrine contraire. Que ces opinions et ces tendances soient dictées par l'intérêt, par l'égoïsme et la cupidité, c'est une question tout à fait en dehors de nos investigations économiques, et que je crois inutile d'aborder. Ce qu'il fallait surtout constater, c'est ce sentiment général d'après lequel chacun croit que la disparition de certaines entraves favoriserait son industrie et son commerce, sentiment vrai, qui a toujours existé et qui existera toujours. Il y a plus; il n'y a personne qui ne dise : « Ah! s'il s'agissait d'appliquer le système à une société nouvelle, rien ne serait plus facile et plus beau. » En sorte qu'on est à peu près unanime sur l'excellence de la théorie et de la plupart de ses applications.

Les économistes avancés, qui n'admettent aucune exception, veulent procéder avec toute l'énergie et la rapidité qu'inspirent de profondes convictions; ils veulent abattre d'un seul coup les douanes, les monopoles, et le personnel qui les soutient. Quelles seraient les conséquences d'une pareille réforme? Si on laissait entrer aujourd'hui en franchise tous les tissus étrangers, les fers et les métaux ouvrés, les consommateurs s'en trouveraient bien au moins pendant un certain temps, et quelques industries y trouveraient un grand profit. Mais il est certain que ce changement instantané et inattendu causerait d'immenses désastres dans l'industrie : d'énormes capitaux deviendraient improductifs, des centaines de mille d'ouvriers se trouveraient tout à

coup sans travail et sans ressources. L'Angleterre et la Belgique pourraient, par exemple, sans peine approvisionner la France en fer pour la moitié de sa consommation, ce qui réduirait non-seulement d'autant la fabrication intérieure, mais ce qui occasionnerait encore des pertes considérables aux maîtres de forges en état continuer leur production. On verrait le même résultat pour l'industrie des tissus : l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne inonderaient la France de leurs produits, et en présence de ces inportations inaccoutumées, la plupart de nos fabriques ne tarderaient pas à succomber. Aucun pays n'a jamais osé faire une semblable expérience, pas même pour une seule branche industrielle. Les hommes d'Etat qui étaient et qui sont encore le plus vivement attachés aux théories économiques d'Adam Smith ont reculé devant une entreprise de cette nature, et pour mon compte, j'avoue que je la trouve pleine de périls et de sombres menaces. Mais cette circonstance ne détruit en rien l'excellence de la théorie et la possibilité de son application. Que l'on compare à la fois la situation commerciale et les tarifs de l'empire avec la situation et les tarifs de la restauration, et on verra qu'à un abaissement de taxes correspond un progrès de l'industrie et du commerce. Pareille observation s'applique aux situations et aux tarifs comparés de la restauration et de ce temps-ci. Je suis loin de prétendre qu'on se soit rapproché depuis environ dix ans, autant qu'on l'aurait pu, des véritables doctrines économiques : sur une infinité d'objets on aurait pu abaisser les droits sans compromettre ni le sort des entrepreneurs ni celui des ouvriers. Toutefois, et sauf pour deux ou trois articles, il n'y a eu dans notre régime douanier rien de rétrograde. Les vues du gouvernement me paraissent tendre vers un abaissement continuel, mais lent, beaucoup trop lent des taxes. Il faut convenir que souvent il éprouve des résistances, non de la part d'un intérêt spécial, mais par la coalition de plusieurs intérêts qui se réunissent pour écarter ce qu'ils appellent emphatiquement leur ruine.

On conçoit facilement combien il est important pour l'homme d'Etat engagé dans cette direction, de bien connaître les théories, afin de pouvoir calculer, dans l'application, leur action et leur influence, de manière à ne point jeter la perturbation dans le travail et la production. Ces précautions n'ébranlent pas le moins du monde l'autorité de la science et la puissance

des théories ; elles servent, au contraire, à ramener bien des esprits, à confondre bien des accusations, et à détruire bon nombre de préjugés.

A qui me demanderait s'il est possible d'arriver à la réalisation complète des principes de l'école économique moderne, je répondrais sans hésitation que cela me paraît aussi difficile que d'éviter le frottement dans une machine, que de trouver une population qui se conforme strictement et sans déviation aucune aux principes de la morale évangélique, que de rencontrer un homme qui, pendant une longue existence, n'a jamais enfreint les prescriptions de l'hygiène. Les obstacles dans l'application ne doivent pas être attribués à la théorie, mais à l'imperfection de notre nature, à la limite imposée à nos facultés, et à ces conflits d'intérêts qui se manifestent si fréquemment dans la société, et que le pouvoir le plus fort ne saurait jamais entièrement dominer. En présentant ces considérations sur la difficulté des applications, je ne veux pas être soupçonné d'éclectisme. La vérité n'a pas deux nuances ; elle est souvent difficile à découvrir et à démontrer, mais elle est d'une seule pièce, et on ne peut aller la glaner dans dix systemes différents et la modifier selon les temps et les besoins.

Latéralement au problème des douanes, les économistes agitent encore une autre question capitale, c'est celle de l'établissement des voies de communication. Quelques-uns d'entre eux nous paraissent être tombés, à ce sujet, également dans des exagérations dangereuses. Que ces voies soient exécutées par des compagnies ou par l'Etat, elles absorbent toujours une certaine masse de capitaux, qu'on détourne quelquefois d'une autre destination, au moins momentanément. Si la dépense est improductive, ou si les profits ne répondent pas au capital employé, le dommage retombe sur l'industrie. Les voies de communication, comme les banques, doivent *répondre* à des besoins, et non en créer. Si la construction des routes amenait un excès dans les charges publiques, le capital de reproduction serait entamé, et toutes les communications du monde ne remédieraient pas à un pareil mal. Nous avons sous les yeux des effets de la manie des routes qui devraient nous servir d'exemple, et nous avertir qu'il faut proportionner l'établissement des voies de communication aux ressources annuelles des localités ou du Trésor. Plusieurs départements se sont tellement obérés

par des centimes additionnels et par des emprunts, que les capitaux font défaut à l'agriculture et à l'industrie. En Amérique, on a comblé des canaux et démoli des chemins de fer pour échapper aux frais d'entretien. Les deux railways sur Versailles s'entre-détruisent, et plusieurs de nos canaux sont loin de rendre les services qu'on en attendait au moment où ils ont été projetés. Tout en adoptant pleinement le principe pour l'établissement de communications multipliées et rapides, je crois qu'il convient de lui appliquer dans la pratique les mêmes tempéraments, les mêmes ménagements qu'à la question des douanes, et d'en combiner exactement les progrès avec la situation économique du pays. Je n'admets pas qu'un Etat puisse s'endetter sans danger, puisse s'endetter avec avantage dans de grandes proportions, pour l'établissement de nouvelles voies de communication. C'est une opinion un peu timorée, par un temps où les travaux publics absorbent des centaines de millions, et où un vote unique autorise une dépense de cinq ou six cents millions pour la construction des chemins de fer.

Ce progrès rapide, auquel des esprits ardents croient arriver par l'application énergique des principes économiques, est une chimère, et ces soudaines transformations qu'on cherche à obtenir ne feraient, pour la plupart du temps, que compromettre la fortune et l'existence des travailleurs. Il ne faut pas que les bienfaits de la réforme disparaissent dans des ruines. Les transformations doivent être lentes et successives, et ressembler un peu à cette opération qui s'exécute pour l'alignement des rues de toutes les villes de France. Dans une période sans doute assez longue, Paris, comme toutes les autres cités du royaume, n'aura plus que des rues droites, des places régulières et des édifices symétriquement disposés. Tout cela s'exécute d'après un plan depuis longtemps arrêté ; chaque année on se rapproche davantage du but, et à force de patience, de persévérance et de sacrifices modérés, mais continus, on finira par l'atteindre. Sans doute, il serait plus agréable et plus commode d'avoir, dès à présent, partout des rues droites, larges et propres ; mais pour cela il faudrait abattre et réédifier d'un seul coup, dans la plupart des villes, la moitié des rues et faire d'incalculables travaux, et par conséquent d'incalculables dépenses. Quelle est l'administration qui oserait prendre une pareille initiative, quel est l'homme sensé qui la conseillerait ? Et cependant tout le

monde est d'accord sur le principe. Dans son application même, la mesure ne rencontre que des résistances partielles et peu nombreuses. Mais s'il fallait faire dans un an ce qui ne sera terminé que dans un demi-siècle, une réprobation universelle accueillerait la proposition.

Eh bien! plusieurs de nos institutions économiques, toutes vicieuses qu'elles sont, demandent les mêmes ménagements : on ne peut pas les supprimer aujourd'hui et les remplacer demain sans causer les plus graves dommages à une partie considérable de la nation, dommages que les bénéfices de la réforme seraient loin de compenser. Il y a des intérêts qui se sont formés sous l'empire des lois, qui se sont étendus et développés, qui ont souvent été stimulés et encouragés par le pouvoir; et cependant ces intérêts sont contraires aux convenances générales, ils doivent disparaître un jour pour faire place à des intérêts plus vastes et plus légitimes. Mais par cela même qu'ils se sont formés autrefois dans un ordre d'idées que le pouvoir et la société croyaient justes, on ne peut pas les étouffer subitement, et il faut nécessairement leur donner le temps de se préparer aux changements économiques indiqués par la science.

Je sais qu'une pareille marche n'est pas plus approuvée par les hommes qui se disent progressifs par excellence, qu'elle n'a l'assentiment des conservateurs ou des esprits immobiles, que le moindre changement alarme. C'est de ceux-ci que j'ai à m'occuper maintenant. Les vrais conservateurs, les conservateurs orthodoxes, n'ont rien de commun avec ces négociants et ces industriels qui réclament des demi-mesures, qui veulent une liberté commerciale tronquée, et qui verraient entrer volontiers toutes les marchandises en franchise, excepté les similaires de celles qu'ils produisent. Ils ne font aucune concession au progrès, et ils estiment qu'on est arrivé aux dernières limites des améliorations sociales. Toute ouverture des gouvernements étrangers relative au commerce les effraie; ils voient des pièges partout, et de simples négociations portent l'alarme dans leur camp; camp médiocrement peuplé, sans doute, mais qui conserve sa place dans le monde économique, et dont les soldats se distinguent par l'énergie de leur volonté et par la vivacité de leurs convictions. La balance du commerce est leur *Credo*: ils vivent dans le système mercantile, et croient presque que les bénéfices commerciaux d'une nation résultent des pertes

d'une autre nation. Beaucoup d'entre eux regrettent les maîtrises et les jurandes; ils voudraient que les métiers fussent héréditaires dans les familles, et que nul ne pût sortir de sa condition. Aucune ligne de douane ne leur paraît assez forte, et jamais ils ne trouvent le travail national suffisamment protégé. Ils font la guerre à presque tous les produits exotiques, et trouvent, par exemple, qu'il faudrait bannir le coton pour n'avoir plus que du lin et du chanvre. Ce n'est pas qu'ils refusent absolument de vendre leurs produits aux étrangers, mais ils veulent se les faire solder en numéraire; c'est ainsi qu'ils croient enrichir la France. Tous les impôts qui touchent au sol leur sont odieux, car ils prétendent qu'ils ruinent l'agriculture; ils ont le plus profond mépris pour la science et pour les hommes qui la professent, quelque éminents qu'ils soient d'ailleurs. Protéger le travail national pour faire vivre les ouvriers est leur grand axiome. Les conservateurs de cette force, que le mouvement diurne de la terre semble pour ainsi dire effrayer, sont heureusement, comme nous l'avons dit, peu nombreux; cependant ils existent dans les Chambres, et même dans le gouvernement, et ils ne manquent aucune occasion pour produire leurs doctrines. Ils se placent, dans la défense de leur système, le plus près possible de certains faits qui les intéressent particulièrement, et pour la plupart du temps, quand il s'agit d'industrie, ils semblent épouser la cause des ouvriers pour rendre ainsi leur thèse plus intéressante. Est-il question de réduire les droits sur un produit étranger fabriqué, aussitôt les supputations arrivent : l'industrie similaire en France occupe tant d'ouvriers, paye tant de salaires, a tant de capitaux engagés; un abaissement dans le tarif ruinera de fond en comble l'industrie, les capitaux seront perdus, et les ouvriers exposés à mourir de faim. On réduit le tarif, les ouvriers vivent et les capitaux restent : mais cela ne change rien aux opinions des conservateurs, et à la première occasion ils reviennent avec les mêmes arguments.

Si un traité de commerce projeté demande l'intervention des Chambres, ils le repoussent en principe et en fait; la plus rigoureuse réciprocité ne saurait fléchir leur opinion sur le danger de relations trop étroites et trop faciles avec d'autres peuples. C'est toujours le travail national qui se trouve compromis; ce sont encore nos industries et nos ouvriers qui sont en cause, et

qui seraient ruinés par le plus petit changement qu'on ferait dans nos relations commerciales. Ce point de vue est si invariable, que lorsqu'il arrive dans une fabrication un grand changement technique, ils déplorent ce changement, toujours parce qu'il déplace le travail. Ennemis des machines, les conservateurs préfèrent le travail à la main, et ils estiment bien plus le rouet que le métier à filer, parce que pour arriver à des quantités égales de produits, il faut bien plus de bras avec le rouet qu'avec le métier, et la population trouve par conséquent plus de ressources dans le premier que dans le second. Tout cela a été écrit fort au long dans de gros livres, et appuyé d'un déluge de chiffres.

Sans doute il y a de la mansuétude dans ce désir de laisser tout à sa place, de conserver à chacun son poste, de maintenir même le régime patriarcal là où il existe, et de respecter les formes du présent au point de vouloir les perpétuer dans l'avenir. Mais il y a certainement aussi derrière ce désir un sentiment, peut-être latent, qui diminue un peu la valeur de cette manifestation. Ne craint-on pas les changements parce qu'ils pourraient affecter des positions et des existences douces et agréables? Dans ce temps de fermentation universelle, on ne sait jamais, disent les conservateurs, où on s'arrête : la plus petite innovation peut entraîner d'immenses changements, et une fois que le char est lancé, il n'y a plus de temps d'arrêt. L'immuabilité, cependant, a des dangers bien plus grands encore, car on ne réussit guère à plonger les sociétés dans une léthargie permanente ; il faut toujours une place à l'activité, un aliment à l'intelligence et un avenir aux efforts individuels. C'est une sorte de gravitation qu'on peut diriger, mais non pas arrêter. Il est vrai que les conservateurs, avec cette pensée d'assurer leur position, se gardent bien d'affecter celle des autres Industriels, ils s'intéressent davantage au sort de leurs ouvriers que les esprits progressifs, qui, sous prétexte d'améliorations, les exposent à de périlleuses expériences : toutefois, c'est à la condition expresse que l'ouvrier restera dans sa sphère. Commerçant, il respectera les traditions et aura plus de modération qu'un novateur. Propriétaire, agriculteur, il cherchera moins à augmenter son bien qu'à l'améliorer, et il tiendra à honneur qu'aucun de ses ouvriers ne tombe dans la misère. Tout cela peut être dicté par un sentiment naturel d'équité

fort honorable, mais il est certain que ces qualités ont aussi un caractère de précaution propre à étouffer chez les inférieurs les velléités de changement et les désirs d'émancipation.

Economiquement, les conservateurs demandent à peu près l'isolement du pays; pour eux, les étrangers sont des ennemis qui méditent la destruction de nos industries et l'appauvrissement de notre agriculture; ils ne comprennent pas le mécanisme des échanges, et leur plus grande frayeur est de voir sortir l'argent de France. Ils ne sont pas initiés dans cet immense mouvement qui a fait du commerce extérieur un nouvel élément de richesse pour toutes les nations, et cette doctrine, qu'un pays doit pouvoir se suffire à lui-même, est pour eux aussi vraie que son application leur paraît nécessaire. Mais je m'arrête, car je dis des choses trop connues. L'esprit de conservation n'a pas cette infinie variété d'expédients de l'esprit progressif; c'est une résistance systématique à tout changement, un culte pour l'immobilité, une aversion prodigieuse pour les théories, et un respect singulier pour tout ce qui enchaîne l'intelligence et le travail.

Dans la dissertation que je suis sur le point de terminer, une question surnage, domine toutes les autres; elle éveille à la fois la sollicitude des hommes du progrès et des conservateurs, c'est celle des classes laborieuses. J'ai dit que je croyais qu'on était tombé dans d'étranges erreurs relativement au sort des ouvriers; que leur condition, à moins qu'ils n'aient la prétention de vivre comme les classes moyennes, était beaucoup meilleure qu'elle n'avait jamais été; qu'ils pouvaient satisfaire, par le produit de leur travail, à tous leurs besoins, et se créer par l'épargne des ressources ultérieures. Cette opinion, que je crois exacte et conforme à la réalité, s'applique aux ouvriers français de toutes les professions, et il n'y a pas d'industrie ou de métier où le travailleur rangé et laborieux ne puisse exister convenablement. S'ensuit-il de là qu'il n'y ait rien à faire pour l'amélioration du sort des ouvriers? A cette question je réponds qu'il n'y a rien de fondamental à faire, qu'il n'y a rien à refondre ou à organiser d'une manière radicale; que les institutions essentielles pour le bien-être des ouvriers et le développement du travail existent, et que toutes ces combinaisons, qu'on est convenu d'appeler socialistes ou humanitaires, ne feraient que porter la perturbation dans la production et le dés-

79

ordre dans les familles, si on avait le malheur de les appliquer.

Ce qu'il faut faire pour les ouvriers? Il faut leur recommander, comme à toutes les classes de la société, la religion, le travail et la sobriété : ce sont les éléments les plus certains de bien-être et de prospérité; et, en vivant sous de semblables influences, ils n'auront pas l'esprit préoccupé de réformes chimériques; ils accepteront les institutions sociales que nous avons, et ils fourniront une démonstration éclatante contre les systèmes des socialistes et les assertions des philanthropes. A côté de cela la science économique présente une infinité de moyens d'amélioration; à mesure que, par de prudentes transitions, le gouvernement se rapprochera davantage des véritables lois de la production, le travail deviendra plus facile et plus productif, et par de nouvelles relations commerciales on obtiendra de nouveaux débouchés. L'association, et je parle de cette association qui n'affecte ni la famille ni la propriété, peut, dans une foule de circonstances, réduire les dépenses et accroître les profits. Enfin, les établissements de prévoyance et d'épargne contribueront à former des capitaux qui souvent feront passer le travailleur de l'état d'ouvrier à l'état d'entrepreneur, et qui, dans tous les cas, lui assureront une ressource dans les mauvais jours. Ces moyens, me dira-t-on, ne sont pas nouveaux. Sans doute, ils ne sont pas nouveaux; mais c'est de là, et du travail affranchi, qu'est venu le progrès économique; c'est de là qu'il viendra encore. La religion, la philosophie et la morale aussi ne sont pas nouvelles; c'est un titre pour ceux qui les comprennent, c'est un vice pour ceux qui n'en veulent pas.

THÉODORE FIX.

EXTRAIT DU *JOURNAL DES ÉCONOMISTES*.

Imprimerie de Hennuyer et Turpin, rue Lemercier, 24, Batignolles.